



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique économique

Question au Gouvernement n° 1586

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Christophe Naegelen.

M. Christophe Naegelen . Au nom du groupe LIOT, permettez-moi d'adresser toutes nos condoléances à la famille et aux proches de Béatrice Bellamy ainsi qu'à tous nos collègues du groupe Horizons.

Dans un contexte économique plus que compliqué, la baisse du pouvoir d'achat touche tous nos concitoyens. Alors que le gouvernement a encore annoncé certaines aides ciblées, on peut déplorer des oubliés. En outre, ces aides ont un coût pour nos finances publiques et, de toute façon, elles resteront insuffisantes.

Comment faire pour sortir de la France de l'ornière dans laquelle elle est tombée depuis un certain nombre d'années ? La baisse du pouvoir d'achat, c'est la baisse de la consommation, c'est la baisse des recettes, c'est le recul de l'emploi, c'est un sentiment de déclassement qui s'installe. On entend dire que le pouvoir d'achat sera le sujet de la prochaine élection présidentielle, mais en réalité, nous n'avons pas le temps d'attendre.

Quelles sont vos priorités pour, dans les mois à venir, relancer la consommation et contribuer à augmenter la richesse d'une maison France qui en a bien besoin ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . La question que vous nous posez pourrait faire l'objet d'un colloque ! En tout cas, elle nous mobilisera jusqu'à la préparation des textes financiers dont nous discuterons cet automne.

Je partage votre sentiment d'urgence. Les choses ne peuvent pas attendre et c'est bien ce qu'a dit le ministre Lescure au sujet de l'électrification. Il faut vraiment méconnaître la situation géopolitique pour ne pas entendre et comprendre une bonne fois pour toutes que la dépendance aux hydrocarbures est une laisse étranglée terrible pour le peuple français et pour notre économie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT.*

– *M. Jimmy Pahun applaudit aussi.*) Notre modèle de production d'électricité, que certains des pays qui nous entourent n'ont pas la chance d'avoir, implique de nous engager encore plus franchement vers le tout-électrique. Nos grands anciens, dans les années 1970, ont su appliquer une politique de l'offre : il faut la poursuivre et l'accompagner d'une politique de la consommation d'électricité – l'une des principales composantes de notre action, parfois source de clivages, mais autour de laquelle j'ai bon espoir que nous convergions.

Vous parlez d'ornière. La situation géopolitique est compliquée, comme l'actualité du week-end l'a bien démontré. Le cours du baril dépassait 100 dollars avant qu'il commence et s'établissait en deçà de ce seuil quand il s'est achevé ; en outre, il a été marqué par une certaine irrationalité, sensible dans les prises de paroles de différents acteurs.

Les services de Bercy l'ont documenté sérieusement : quand on ouvre le capot de l'inflation – révisée à 2,2 % – on voit bien que l'augmentation des prix ne concerne, au moment où nous nous parlons, que les hydrocarbures et les dérivés d'hydrocarbures. J'ai demandé au ministre de rendre publique cette analyse précise, car certaines interventions ont volontiers évoqué une inflation générale des denrées alimentaires, de l'ordre de 3 ou 4 % : on a déjà suffisamment de vrais problèmes pour éviter d'en créer des faux, qui viennent de surcroît saper la confiance en notre économie !

Notre économie et notre croissance s'appuient sur de vrais moteurs, parmi lesquels la consommation, qui tend toutefois à se tasser du fait du prix des hydrocarbures.

Par ailleurs, beaucoup d'outils ont été mis sur la table par les ministres. Ils ont désormais vocation à produire des effets, notamment le soutien à l'économie. Évidemment, il y a toujours des oubliés et c'est le principe quand on n'applique pas de mesure générale. Si une mesure de cet ordre devait être prise, elle ne consisterait pas à encourager la consommation d'hydrocarbures – ce serait un contresens historique, un non-sens total –, mais plutôt à baisser la fiscalité sur l'électricité, parce que nous la produisons chez nous.

Distinguer la fiscalité appliquée à l'énergie produite dans le territoire national de celle appliquée à l'énergie produite à l'étranger, voilà un début de réflexion qui me semble aller dans le bon sens, y compris en vue de la discussion relative au prochain projet de loi de finances.

À ces outils s'ajouteront des mesures structurelles qui, étonnamment, n'ont guère été évoquées dans le débat public, en dépit de leur incidence réelle sur les finances publiques et sur le modèle économique. Pour ce qui concerne l'augmentation du smic, il semble qu'il n'y ait plus que les ultralibéraux pour la déplorer, et plus personne pour s'en réjouir. Certes, cette augmentation est toujours trop modeste, mais si nous ne l'avions pas décidée, et bien qu'elle figure dans la loi...

M. Philippe Brun . Oui, c'est automatique !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Certes, mais elle n'en était pas moins bienvenue : il faut le dire et l'expliquer ; c'est le signe que notre modèle fonctionne et qu'il faut le défendre.

D'autres pourraient souligner l'existence de la prime d'activité, qui a fait l'objet de compromis importants lors de l'examen du projet de loi de finances : son versement, au 1er juillet prochain, interviendra au bon moment et bénéficiera aux Français qui travaillent et qui attendent des mesures en soutien de leur pouvoir d'achat. Là encore, il convient de faire de la pédagogie, sans quoi on s'y perd un peu. N'oublions pas non plus les dispositifs créés entre-temps, telle que l'indemnité destinée aux grands rouleurs.

Je sais votre groupe attentif aux sujets industriels, monsieur Naegelen, du fait de la sociologie des circonscriptions où sont élus ses membres. De nombreux pans de l'activité du pays restent à couvrir, par exemple les dépanneurs ou des acteurs de filières purement industrielles telles que la chimie – les ministres Roland Lescure et Sébastien Martin annonceront d'ailleurs demain des mesures ciblées sur cette filière clé, puisqu'elle engage notre souveraineté.

Ne faisons pas comme d'habitude, lorsque l'on se rend compte que certaines activités ont tellement morflé – pardonnez-moi l'expression – qu'elles finissent par disparaître, au point qu'il faut beaucoup d'argent public pour les faire redémarrer. La politique du gouvernement est d'injecter des fonds publics là où c'est indispensable pour maintenir l'activité économique, en l'occurrence celle de la filière chimie, ce qui bénéficiera, par ricochet, à la production d'engrais et de l'ensemble des intrants nécessaires aux activités industrielles.

Mais le meilleur soutien à l'économie repose sur la philosophie qui présidera à l'examen du PLF et du PLFSS pour l'année 2027 : je reste persuadé qu'avoir pour unique boussole le refus de toute forme d'augmentation d'impôts est le seul moyen d'envoyer un signal de confiance au monde économique dans son ensemble, notamment aux commerçants, aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'à tous ceux dont l'activité du pays dépend. Je rappelle que nous avons refusé d'augmenter la fiscalité dans le projet de loi de finances pour l'année 2026,...

M. Alexandre Dufosset . Mais bien sûr !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre*sur l'adoption duquel le gouvernement a engagé sa responsabilité.

Mme la présidente . La parole est à M. Christophe Naegelen.

M. Christophe Naegelen . Les effets de la guerre touchent tous les pays. Force est malheureusement de constater que, depuis cinq ans, le PIB par habitant de la France est passé en dessous de la moyenne des autres pays de l'Union européenne. Ma question portait sur ce point : dans ce contexte de concurrence internationale, comment redresser les finances publiques et augmenter la richesse de la maison France ? Nous devons impérativement soutenir nos travailleurs, qui sont à chaque fois les plus mis à contribution. Nous devons soutenir nos artisans et nos entreprises, qui sont frappés de plein fouet. Quant à la question de la fiscalité, elle est évidemment capitale. (*Applaudissements* sur les bancs du groupe LIOT.)

Données clés

Auteur : [M. Christophe Naegelen](#)

Circonscription : Vosges (3^e circonscription) - Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1586

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2026